

COMMUNIQUE DE PRESSE-MOUVEMENT DU 17 NOVEMBRE**Epervans, le 09/11/2018**

Des usagers de la route ont lancé individuellement des appels à manifester pour le 17 novembre prochain.

La FFMC 71 ne peut que se féliciter que des usagers de la route se mobilisent enfin massivement et démontrent ainsi aux dirigeants de ce pays le bien fondé des revendications émises régulièrement depuis de nombreuses années par des associations comme la FFMC, « 40 millions d'automobilistes » et d'autres.

De ce point de vue, il est bon de rappeler que depuis le début de l'année 2018, la FFMC et ses antennes départementales, dont la FFMC 71, ont alerté TOUS les utilisateurs de la route au sujet de décisions liberticides et lourdes de conséquences financières prises par les Pouvoirs Publics au nom de la Sécurité Routière et de lutte contre la pollution.

Pour mémoire : les Zones à Circulation Restreinte (ZCR devenue ZBE), réduction généralisée de la vitesse à 80kms/h sur le réseau secondaire, la délégation à des sociétés privées les contrôles automatisés à bord de voitures banalisées, le développement de nouveaux moyens de contrôles automatisés plus nombreux et plus performants. Et plus récemment la mise en place de péages urbains.

Tout ceci aboutissant à un véritable « racket » des utilisateurs d'engins motorisés.

Depuis le début de l'année 2018, les appels à manifester lancés par la FFMC et ses antennes départementales, dont la FFMC 71 n'ont, à chaque fois, rassemblé que des utilisateurs de 2-3 Roues Motorisées (plusieurs centaines) et une poignée d'automobilistes.

Bien que la FFMC comprenne les raisons de cette colère, elle ne souhaite pas, en tant qu'organisation nationale représentative des motards, s'impliquer via ses antennes départementales dans ce mouvement du 17 novembre et ce pour plusieurs raisons :

1-) La question du prix des carburants est un sujet complexe. Ce prix dépend avant des cours du pétrole brut qui flambent actuellement pour des raisons géopolitiques (en particulier l'embargo des USA vis-à-vis de l'Iran). Cependant le fait que le gouvernement profite de cette situation pour en rajouter via les taxes (surtout sur le gas-oil) est intolérable.

2-) Dans le cadre de la transition écologique, la FFMC défend la place de la moto en particulier dans les zones urbaines (Les 2-3 RM sont une solution, pas un problème !!). Par cohérence, il faut admettre que d'autres moyens de déplacement devront être développés (collectif plutôt qu'individuel).

3-) Au vu des réactions sur les réseaux sociaux et dans les médias, il apparaît que d'autres sujets d'insatisfaction se rajoutent au problème du prix des carburants,

4-) Enfin, des tentatives de récupération politique ont déjà été observées. Indépendante des partis politiques par principe inscrit dans ses statuts, la FFMC n'entend pas être utilisée ou associée à l'occasion de ces manœuvres politiciennes.

Ceci étant dit, la FFMC est composé de motards citoyens souvent utilisateurs d'autres moyens de transport que leurs motos. Ils sont donc confrontés, comme les autres usagers à l'accroissement des prix des carburants.

Chacun en tant que citoyen est parfaitement habilité, s'il le souhaite, à s'insurger contre la décision du gouvernement d'accroître les taxes qui relève de sa seule responsabilité.

Chacun en tant que citoyen a le droit d'être en désaccord avec l'acharnement du gouvernement à surtaxer le gas-oil alors que les dirigeants de ce pays ont fait durant des décennies la promotion du diesel poussant une large partie de la population à s'équiper en conséquence.

C'est donc en tant que citoyennes et citoyens, aptes à se déterminer face à ces questions complexes et parfois contradictoires que chaque motarde et motard décidera de s'associer ou non à ce mouvement du 17 novembre.

Communiqué rédigé après consultation du C.A. de la FFMC 71 et des adhérents et sympathisants présents à notre réunion mensuelle du 9 novembre 2018.